



ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

L'Édito

Sécurité Sociale : retrouver les fondamentaux

Âprement discuté à l'Assemblée Nationale, le projet de Budget de la Sécurité Sociale (le « PLFSS » selon la terminologie officielle) est voué à une douloureuse cure d'austérité au nom de la résorption des déficits et de la dette publique. Le gouvernement occulte que ce déficit est d'abord le résultat d'années d'exonérations des cotisations sociales au profit des entreprises et des actionnaires : en 5 ans de pouvoir macroniste, le manque à gagner a fait un bond de 24 milliards d'€ et atteint le chiffre de 78 milliards ! La situation actuelle dramatique de déserts médicaux, de fermetures de lits, d'urgences en crises permanentes, de restes à charge insupportables, ne peut que s'aggraver si le PLFSS 2025 passe.

L'augmentation de l'ONDAM (Objectif National de Dépenses d'Assurance Maladie) est fixé à 2,8 %, loin des besoins de financement réels ; la baisse à 60 % des remboursements des consultations entraînera l'augmentation des cotisations des complémentaires ; elle accélère la financiarisation de la santé ; la baisse du plafond des indemnités journalières et de nouveaux remboursements de médicaments conduiront à la dégradation de l'accès aux soins. La destruction du secteur public de la psychiatrie au profit du privé au détriment de la santé mentale de populations entières.

Mener la bataille pour retoquer ce projet de projet budget est essentiel. Mais c'est bien le projet de refondation d'une Sécurité Sociale solidaire avec un haut niveau de protection et une gestion démocratique associant les usagers qu'il faut aussi mettre en chantier. C'est renouer avec les fondamentaux de la Sécu de 1945 et avec l'esprit du Conseil National de la Résistance.

Dans une période très difficile pour elle, plus que jamais soutien à la résistance ukrainienne !



Deux ans et demi après le début de l'invasion, l'Ukraine doit faire face à de redoutables défis.

D'une part la perspective d'une possible victoire de Donald Trump à la Présidentielle du 5 novembre contraindrait le Président Zelensky à envisager concrètement cette hypothèse. Soit, pour être clair, un candidat qui, renversant la charge de la responsabilité, a récemment avancé que le Président ukrainien était responsable du déclenchement de la guerre. Difficile de faire mieux en matière d'alignement sur Poutine ! Une perspective tragique quand on sait, malgré les limites imposées par les États-Unis à l'utilisation des armes, l'importance primordiale de l'aide américaine à la résistance ukrainienne.

À ce défi de politique internationale, s'ajoute l'enjeu humain d'une guerre qui, comme toutes les guerres d'attrition, est particulièrement mangeuse d'hommes (**1 million de tués et blessés au total**). À la perte de 6,7 millions d'habitants du fait d'une émigration massive - se sont ajoutées la saignée due à la guerre (80 000 tués et 400 000 blessés et disparus, dont nombre de déserteurs). Il n'est plus possible, pour l'Ukraine, de différer une mobilisation générale ou partielle pour compléter les rangs de son armée. C'est un défi cruel pour une nation dont, sans compter le grignotage de l'armée russe, les infrastructures sont écrasées sous un déluge de missiles et de drones suicides et qui défend avec courage son droit à disposer d'elle-même.

Mais l'Ukraine doit aussi faire face à un autre défi, l'arrivée en renfort de la Russie de 12 000 soldats nord-coréens. Kim Jong-Un appuyait déjà Poutine en livrant des millions d'obus mais un pas décisif est ainsi franchi qui accentue le

caractère international d'une guerre mondialisée. Ce ne sont pas en effet ces quelques milliers de soldats supplémentaires qui changeront le cours de la guerre mais c'est sur le plan international que cette innovation bouleverse la donne. Ni le Japon, ni a fortiori la République de Corée ne peuvent rester insensibles à l'expérience qui serait ainsi acquise par leur principal rival géostratégique. Un pas de plus vers une guerre mondiale ?

Oui, plus que jamais, l'Ukraine résistante a besoin de notre solidarité !

Réseau de Solidarité avec l'Ukraine (RESU) :

Qui sommes-nous ?

Le RESU-France appelle plus que jamais à **soutenir la résistance populaire armée et non armée en Ukraine**. Nous appelons donc à fournir à l'Ukraine les aides financières – en dons, pas en crédits – pour faire face aux destructions et au froid, autant que nécessaire et sans délais. L'Ukraine doit pouvoir recevoir et produire les armes et munitions qui lui manquent afin de protéger la population et d'empêcher de nouveaux crimes et de conquérir une paix durable, parce que juste !

Les pressions pour un cessez-le-feu et pour le ralentissement voire l'arrêt de l'aide militaire à l'Ukraine, associées de facto à l'idée d'un gel du maintien sous domination russe des territoires annexés, ne conduiraient pas à la paix mais à la poursuite de la guerre et des crimes contre l'humanité.

Il s'agit de la lutte contre l'oppression, la torture, les viols, les déportations de populations, les enlèvements d'enfants, la destruction de la nation ukrainienne et de toute différence envers la « grande Russie » dans les territoires occupés, les destructions d'infrastructures et l'écocide en cours : **la voie de la paix passe par la défaite du régime poutinien.**

Notre soutien à l'Ukraine, s'il veut être efficace et internationaliste, doit être donc associé à la revendication d'abrogation de la dette extérieure ukrainienne. Il appuie **la volonté de contrôle par la population** de l'utilisation des aides et il apporte son **plein soutien aux soldats-es, à la société civile ukrainienne, aux femmes, aux jeunes** mobilisés dans des rassemblements, manifestations, actions diverses dans tout le pays **pour que les moyens du combat ne soient pas détournés par la corruption.**

Nous soutenons toutes celles et tous ceux qui luttent pour les droits sociaux, contre la destruction du droit du travail et du droit syndical, des attaques qui vont à l'encontre des besoins de la mobilisation contre l'invasion.

Notre soutien vise la défaite et le renversement du régime poutinien et va aux combattant-es antiguerre en Russie et au Bélarus, ainsi qu'à l'exigence de libération de tous les prisonnier-ères politiques dans ces pays.

Le journalisme et Israël : assassinat des journalistes

Palestinien-nes et censure par « Les porte-paroles des porte-paroles »

Pour Israël, les journalistes représentent l'ennemi. Leur assimilation à des terroristes n'est pas nouvelle. Ce qui est nouveau, c'est l'ampleur de l'assaut contre le journalisme.

A Gaza, en Cisjordanie et au Liban, ils et elles sont pris pour cibles : **128 professionnels des médias ont été tués, 69 emprisonnés**. Fadi al-Wahidi, caméraman d'*Al Jazeera* qui a reçu une balle dans le cou, tirée par un sniper israélien, est dans le coma. Comme la plupart des journalistes attaqués, y compris sa collègue assassinée Shireen Abou Akleh, il portait casque et gilet pare-balles l'identifiant comme journaliste.

En Israël, 4000 reporters internationaux sont accrédités pour couvrir la guerre, séjournant dans des hôtels de luxe, assistant à des concours de chiens et de poneys orchestrés par l'armée israélienne. En de rares occasions, ils peuvent être escortés par des militaires lors de visites éclair à Gaza où on leur montre des caches d'armes présumées ou des tunnels qui auraient été utilisés par le Hamas. Au début du conflit, ils ont relayé servilement mensonges et affabulations (*bébés décapités...*), qu'ils avaient reçu dans des conférences de presse et briefings. « Ils sont les propagandistes involontaires ou conscients d'Israël, les sténographes de l'apartheid et du génocide, les guerriers des chambres d'hôtel. B. Brecht les appelait les porte-

paroles des porte-paroles », nous explique Chris Hedge, ancien reporter de guerre américain spécialiste du Moyen Orient.

Ils et elles répètent les mêmes éléments de langage convenus pour parler de cette guerre : « terroristes, droit d'Israël à se défendre ». Selon un numéro interne de *The Intercept*, le *New York Times* leur a demandé de limiter l'utilisation des termes « génocide, nettoyage ethnique », d'éviter l'expression « territoires occupés » pour décrire la terre palestinienne, de ne pas utiliser le mot « Palestine » sauf dans de très rares cas et d'éviter l'expression « camps de réfugiés ».



Antilles : mouvement contre la vie chère



En juillet en Martinique le Rassemblement pour la Protection du Peuple et des Ressources Afro Caribéens (RPPRAC) a lancé des actions pour forcer les supermarchés, qui appartiennent en majorité à des héritiers des anciens propriétaires esclavagistes, à aligner leurs prix sur ceux pratiqués en France. L'écart dans l'alimentaire est actuellement de 40%.

Il y a eu des violences dans certains quartiers, sans que le RPPRAC soit impliqué. Une centaine d'entreprises a été incendiée et dévalisée. Des blocages ont eu lieu en Guadeloupe. La solidarité s'organise aussi dans la 'diaspora' antillaise.

Dans les manifestations on entend le slogan : « On est chez nous ! ».

Les Antillais revendiquent à juste titre l'égalité avec les autres Français. Mais à chaque crise ils se posent la question : « On est français ou on n'est pas français ? ».

Face à l'inertie des autorités c'est par l'action directe qu'ils comptent imposer un rapport de forces. Aujourd'hui le RPPRAC exige que la baisse de 20% du prix de 6000 références négociée le 16 octobre s'applique à l'ensemble des 40 000 références.

La baisse négociée le 16 octobre est largement financée par des suppressions de taxes (TVA, octroi de mer, etc.). L'accord comprend des mesures conçues pour réduire le coût d'acheminement des produits importés (comme le sont la grande majorité) ou assurer le respect des engagements par des contrôles renforcés. Ce qui n'était pas possible avant est soudainement devenu possible ! Mais, la vigilance s'impose !

Seul le RPPRAC a aussitôt annoncé la poursuite du mouvement. « Les promesses, a déclaré Rodrigue Petitot, n'engagent que ceux qui y croient ». Le collectif a donc intérêt à maintenir la pression. Les blocages continuent, malgré les interventions des forces de l'ordre.



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com



ENSEMBLEmouvnt



MouvT_ENSEMBLE



mouvement_ensemble

